



Pourquoi il faut un « big bang » fiscal

Mai 2010

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, 1^{er} syndicat des agents des Impôts et du Trésor, s'adresse à vous pour rétablir la vérité sur les réformes fiscales.

Les réformes fiscales ont aggravé les inégalités et favorisé la crise

Depuis une dizaine d'années, les « réformes fiscales » se succèdent. Elles ont toutes pour but d'alléger l'impôt sur le revenu, l'impôt de solidarité sur la fortune et, plus généralement, l'impôt sur le patrimoine.

Ce sont les 10 % et même les 5 % les plus riches qui ont massivement bénéficié de ces « réformes ». Ces gagnants ont ainsi pu épargner l'impôt qu'ils ont économisé. Ce faisant, les inégalités se sont développées encore plus rapidement. Pire, les plus riches ont pu davantage placer et spéculer sur les marchés financiers, avec les résultats que l'on sait aujourd'hui.

Avec la crise, c'est l'ensemble des contribuables qui doit payer la note... Et ce n'est pas tout, certains préparent déjà la fiscalité d'après la crise et veulent aller encore plus loin en proposant de supprimer les impôts sur le patrimoine et d'affaiblir encore davantage la progressivité de l'impôt sur le revenu alors que celle-ci pourrait réduire les inégalités...

Dans ce contexte, l'Etat a transféré certaines de ses compétences aux collectivités locales. Résultat : les impôts locaux ont flambé. Or, ils sont très injustes

et pèsent lourdement sur les classes moyennes et modestes.

Le saviez-vous ?

→ Alors que les salariés et les retraités paient leur impôt « normalement », c'est-à-dire selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu, les revenus financiers des personnes les plus riches ne sont pas imposés au barème progressif mais à un taux proportionnel...

→ Le coût total des « niches fiscales » est de 75 milliards d'euros en 2010 et même de 146 milliards d'euros selon la Cour des comptes (un montant équivalent au rendement de la TVA et à presque 3 fois le montant de l'impôt sur le revenu !).

Enfin, au plan européen, malgré la crise grecque, aucun Etat ne propose d'en finir avec le dumping fiscal et social.

Pourtant, des projets d'harmonisation (de la TVA, de l'impôt sur les sociétés, de l'imposition des revenus de l'épargne existent mais, faute de volonté politique, restent inachevés (TVA), en suspens (revenus de l'épargne) ou à l'état de projet (impôt sur les sociétés).

Il faut un « big bang » fiscal !

Pour sortir de la crise, pour réduire les inégalités et pour financer les services publics et le modèle social, il faut un « big bang » fiscal. Celui-ci passe par :

- la réduction du nombre et du coût des niches fiscales,
- une meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu,
- une fiscalité du patrimoine repensée,
- la suppression du bouclier fiscal,
- une refonte des impôts locaux et un rééquilibrage entre les impôts des entreprises et des particuliers,
- une harmonisation fiscale européenne,
- un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale,
- la mise en œuvre de taxes globales et la fin du secret bancaire, des sociétés écrans et des paradis fiscaux...